



LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

SUPPLEMENT DE JUIN 1958

BI-MENSUEL : 40 fr.

DECLARATIONS DU SECRETARIAT INTERNATIONAL DE LA IV^e INTERNATIONALE

Sur l'arrivée de de Gaulle au pouvoir

Le règne de la IV^e République française a pris fin. Il a sombré dans un décor extraordinaire de confusion, de décomposition, de lâcheté, fait de la capitulation sans précédent des forces démocratiques parlementaires du centre et de la gauche, y compris d'une bonne partie des socialistes, de l'impuissance criante du Parti Communiste à mobiliser les masses, passant de l'appui scandaleux et criminel au gouvernement Pflimlin, qui a ouvert à froid la voie à de Gaulle, à des agissements « gauchistes » spasmodiques de dernière heure. Tandis que retentissaient des cris de triomphe, pour une victoire après tout inespérée, de la racaille réactionnaire — jeunesse dorée parisienne, hordes fascistes, paras, gendarmes, militaires, colons — manifestant des Champs-Élysées au Forum d'Alger, les immenses masses populaires étaient désorientées, trahies, prises de vitesse par les événements et la démission de leurs « élites ».

Le scénario, monté dans les coulisses depuis l'éclatement du « coup d'Alger » pour porter de Gaulle au pouvoir, s'est déroulé en réalité sans entrave. Pflimlin a utilisé les pleins pouvoirs et l'état d'urgence, que socialistes et communistes lui ont accordés, pour ligoter la classe ouvrière et préparer à froid, dans la « légalité » et avec le moins de frais possibles, la passation des pouvoirs à de Gaulle. Dans cette tâche il a été activement secondé non seulement par les appareils politiques de la bourgeoisie, y compris le Président fantoche de la République, non seulement par la bureaucratie administrative de l'État bourgeois, mais également par les dirigeants traitres du Parti Socialiste à la Guy Mollet et l'attitude plus subtile mais non moins traîtresse du Parti Communiste.

Passant outre à la majorité constitutionnelle que le vote du Parti Communiste lui assura largement, Pflimlin a imposé sa chute au moment voulu, afin de provoquer la « crise » dans laquelle l'appel à de Gaulle, « l'homme providentiel », devenait quasi inévitable.

Le Président de la République, secondé, à très rares exceptions près, par l'état-major des dirigeants politiques de la droite, du centre et de la gauche, s'est chargé de parachever le reste.

Ainsi, tout l'appui scandaleux donné dès le début de la crise par le Parti Communiste au « gouvernement de la République », à « son armée », à « sa police », à « son administration », n'a joué au fond que pour ouvrir à froid, par les voies parlementaires, le chemin du pouvoir bonapartiste, dictatorial, de de Gaulle !

La solution de Gaulle exprime clairement l'impossibilité dans laquelle se trouve la très grande majorité de la bourgeoisie française de gouverner par les moyens parlementaires classiques. La démocratie, la République ne sont pas des institutions de prin-

cipe pour la bourgeoisie mais de simples moyens, valables seulement dans certaines circonstances. Que ces circonstances changent, que la nécessité d'un pouvoir exécutif fort exercé sans entraves se fasse sentir, et on voit immédiatement la machine de l'État bourgeois s'élever au-dessus du parlement impuissant, pour se confier entre les mains « fortes » d'un Bonaparte quelconque à base militaire ou carrément fasciste.

C'est par un tel processus que la République de Weimar s'est laissée étrangler par Hitler, que la République autrichienne a sombré dans le régime sanglant de Dollfus, que l'Espagne républicaine fut écrasée par Franco, que la France du Front Populaire a débouché sur le régime de réaction et de guerre de Daladier.

Le naufrage actuel de la IV^e République française est la conséquence de la crise du régime de la démocratie bourgeoise, à laquelle le prolétariat n'a pas su donner une issue révolutionnaire. Il exprime l'impasse militaire, économique, politique, internationale, dans laquelle le régime capitaliste s'est engagé en France, à la suite des désastres que ce dernier a connus pendant la guerre et lors des guerres coloniales qu'il n'a cessé de mener depuis lors.

La cause la plus directe de la chute de la République en France se trouve dans la force de la Révolution algérienne qui mène l'Algérie à son indépendance et qui sonne le glas de tout ce qui reste de l'empire colonial français.

De Gaulle est l'ultime espoir de la bourgeoisie française pour que la liquidation de l'empire se fasse dans des conditions préservant au moins quelques-uns des intérêts économiques vitaux de cette bourgeoisie, tout en maintenant et en consolidant son régime dans la métropole.

Il n'est même pas exclu que le bilan définitif de l'expérience de Gaulle ne soit pas tellement une politique coloniale plus « dure » que celle par exemple du « socialiste » Lacoste, mais une **dictature ferme en France, capable d'imposer les concessions inévitables à la révolution coloniale, et de les compenser en quelque sorte par une exploitation accrue des masses métropolitaines.**

QUI A « TRAHI » LA REPUBLIQUE ?

La bourgeoisie, en enterrant de ses propres mains la République moribonde, n'a pas exactement « trahi » : elle n'a pas trahi ses intérêts de classe.

Pressée par ses éléments les plus dynamiques qui ont brutalement bousculé les accessoires d'un décor démocratique désormais périmé, elle a fait entrer en scène le pouvoir bonapartiste « fort » — appuyé sur la véritable force qu'exige à l'heure actuelle la sauvegarde de ses intérêts : l'armée.